

*Cette traduction est disponible grâce à la contribution volontaire de Mme Afi Edoh et Mme Muriel Alapini. L'IGF leur en est reconnaissant.*

## IGF 2020 Messages

### INCLUSION

**Q1. Que doivent faire les parties prenantes pour élaborer et mettre en œuvre des initiatives et des politiques durables qui favorisent une véritable inclusion numérique pour tous et éliminent toutes les formes de fracture numérique ?**

**L'accès à un Internet significatif et inclusif** devrait être un principe directeur pour toutes les politiques et initiatives visant à éliminer la fracture numérique. Un accès significatif signifie que les utilisateurs ont accès à Internet en permanence, avec suffisamment de données, une connexion rapide et un appareil approprié. Cela signifie également que les utilisateurs peuvent accéder à des contenus et services (en particulier locaux) adaptés à leurs besoins et à leurs réalités. Les politiques visant à permettre un tel accès doivent être ancrées dans les contextes locaux et répondre aux besoins réels.

La pandémie COVID-19 a mis en évidence les inégalités numériques et la nécessité de plus d'actions pour garantir l'accès universel et ne laisser personne de côté. L'accélération du déploiement des infrastructures est donc urgente et doit être encouragée par les gouvernements à travers des cadres réglementaires plus flexibles, innovants et agiles qui bénéficient à la fois aux entreprises de télécommunications et aux solutions alternatives telles que les réseaux communautaires et les opérateurs ruraux. La révision des méthodes de financement du service universel, la facilitation de l'accès au spectre, la simplification de la délivrance des autorisations nécessaires au déploiement des infrastructures et la garantie de l'interconnexion entre les réseaux traditionnels et alternatifs sont des exemples de ce qui pourrait être fait à cet égard.

**Réseaux communautaires**, catalyseurs d'une connectivité abordable et significative. Le renforcement des capacités techniques des communautés locales est nécessaire pour s'assurer qu'elles ont les compétences et les connaissances nécessaires pour construire et gérer des infrastructures sûres et durables.

**Les ressources financières** sont essentielles pour parvenir à la connectivité universelle ; au-delà des fonds publics et des investissements du secteur des télécommunications, l'identification de modèles de financement innovants mérite une plus grande attention. La réduction des taxes et des prix des équipements et dispositifs d'infrastructure pourrait également rendre l'accès à l'internet plus abordable.

Des politiques plus durables sont nécessaires pour éliminer la fracture numérique qui affecte les femmes, les filles et les personnes de divers sexes. Au-delà de la connectivité, leur donner les moyens de créer du contenu numérique est essentiel pour construire un Internet plus inclusif. La lutte contre la violence sexiste en ligne devrait également être une priorité ; des cadres juridiques plus solides et des capacités d'application renforcées, ainsi qu'une action

soutenue des plates-formes en ligne sont des éléments de base essentiels.

Les entreprises technologiques, les institutions publiques et les autres organisations doivent veiller à ce que les produits, services et contenus numériques répondent aux besoins des personnes handicapées. Les actions requises comprennent une application plus stricte des réglementations liées à l'accessibilité, une meilleure sensibilisation à l'accessibilité parmi les experts en technologie et la garantie que les technologies numériques sont accessibles dès la conception. Des cadres juridiques appropriés sont également nécessaires pour éliminer les obstacles à la propriété intellectuelle et les défaillances du marché liées à la production et à la distribution de contenu numérique accessible.

La promotion du multilinguisme et de la diversité culturelle en ligne nécessite la mobilisation davantage de ressources institutionnelles et financières. Les gouvernements, le secteur privé et les entités à but non lucratif devraient habiliter les communautés locales et les peuples autochtones à produire du contenu numérique dans leurs langues, à numériser leur patrimoine culturel et à gérer les droits de propriété intellectuelle associés. La communauté technologique peut également apporter son aide en développant des technologies permettant l'inclusion numérique de langues à faibles ressources (langues orales, langues en danger, etc.). En outre, les gouvernements et les entreprises technologiques devraient être plus actifs pour permettre l'acceptation universelle (UA) des noms de domaine internationalisés (IDN) et des adresses électroniques dans leurs services et technologies.

Des investissements supplémentaires (de la part des secteurs public et privé) sont nécessaires pour développer les compétences numériques des citoyens. Au-delà de l'acquisition de compétences techniques, les gens doivent être habilités à exercer une réflexion critique et à utiliser la technologie de manière sûre et significative pour faire progresser leurs droits.

Des efforts de collaboration sont nécessaires pour garantir un accès équitable au contenu numérique pour l'éducation, la recherche, la culture, le travail, etc. pour les livres électroniques.

**L'Éducation en ligne** doit être juste, inclusive et qualitative. Les gouvernements, les établissements d'enseignement et le secteur privé doivent coopérer pour garantir un accès significatif à Internet et aux contenus éducatifs, mais aussi à des environnements d'apprentissage en ligne qui tiennent compte des besoins de tous les enfants et apprenants, y compris les plus vulnérables. La simple transposition de l'apprentissage en face à face dans un environnement en ligne ne suffit pas ; les écoles et les universités doivent concevoir des approches innovantes pour l'apprentissage et l'enseignement, et repenser les programmes et les modèles pédagogiques. La création de cadres pour développer les capacités numériques des enseignants est essentielle. Il en va de même pour assurer la sûreté, la sécurité, la confidentialité et le bien-être des enfants et des étudiants.

La pandémie COVID-19 a accéléré la transformation numérique dans le monde entier ; les gouvernements et les autres parties prenantes doivent tirer parti de cela et exploiter davantage le potentiel des technologies numériques en tant que catalyseurs du développement social et économique. La communauté internationale a le devoir de soutenir les pays en développement dans ces efforts ; cela pourrait se faire au moyen d'instruments de renforcement des capacités qui (1) aident les pays à mettre en place des réglementations et des institutions pour régir le développement, le déploiement et l'utilisation des technologies numériques qui profitent à la société dans son ensemble, et (2) permettent à d'autres parties prenantes de contribuer à ces processus de gouvernance.

**Q2. Quelles politiques, réglementations et structures de soutien sont nécessaires pour créer des environnements propices à des économies numériques inclusives qui permettent à chacun d'avoir accès à leurs avantages dans les pays développés comme dans les pays en développement ?**

Il faut faire plus pour donner aux individus, en particulier dans les pays en développement, les moyens de bénéficier de l'économie numérique et de se préparer à l'avenir du travail. Les décideurs doivent élaborer et mettre en œuvre des politiques et des réglementations agiles et axées sur les données, destinées à garantir un accès significatif à l'infrastructure et à la technologie; réformer les systèmes éducatifs pour mettre davantage l'accent sur les compétences numériques et les compétences générales; soutenir l'innovation et l'esprit d'entreprise.

**Les PME** et les innovateurs bénéficieront du soutien (des gouvernements et des plus grands acteurs) dans leurs efforts pour rejoindre le marché numérique. Les mesures pourraient aller des initiatives de renforcement des capacités (axées, par exemple, sur le développement des compétences commerciales en matière de commerce électronique) au financement de démarrage, aux incubateurs d'entreprises et aux bacs à sable réglementaires.

Les gouvernements et le secteur privé doivent s'attaquer aux inégalités liées à la participation des femmes, des personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables à l'économie numérique. L'élimination des obstacles à l'accès à l'économie des plates-formes ou à d'autres entreprises numériques, et la garantie d'un traitement équitable pour les travailleurs sont des exemples d'actions requises.

L'harmonisation transfrontalière de certaines politiques pourrait contribuer à accélérer le développement d'économies numériques plus inclusives et durables. Les politiques axées sur l'élimination des obstacles au commerce numérique transfrontalier et la promotion de la concurrence sur le marché en sont des exemples.

Accélérer l'inclusion financière et élargir l'accès à des paiements numériques rapides, fiables et sécurisés peuvent soutenir une croissance économique inclusive, stimuler l'esprit d'entreprise, réduire l'économie informelle et améliorer la vie des citoyens. Les gouvernements doivent travailler avec d'autres parties prenantes pour construire des infrastructures adéquates pour les paiements numériques et encourager leur utilisation par les commerçants et les consommateurs (via le renforcement des capacités, des incitations fiscales, etc.).

Des cadres juridiques sont nécessaires pour faire respecter les droits du travail dans l'économie numérique et promouvoir les principes du travail équitable (rémunération équitable, contrats équitables, salaires équitables, capacité de collectiviser). Ces cadres devraient se concentrer sur la protection des personnes, et non des emplois, et devraient être correctement mis en œuvre. Les codes de bonnes pratiques du secteur privé pour un travail équitable pourraient être une solution complémentaire.

---

**Q3. Comment pouvons-nous nous assurer que les espaces politiques et les processus qui traitent des problèmes d'inclusion numérique sont inclusifs et favorisent la participation active et significative des personnes et des communautés dont ils espèrent surmonter les problèmes d'inclusion numérique ?**

Pour que les politiques d'inclusion numérique soient efficaces, efficientes et durables, elles doivent être élaborées et mises en œuvre avec la participation active des communautés ciblées (jeunes, femmes, communautés rurales, etc.). Les inégalités numériques sont

différentes, il est donc important de contextualiser ces politiques et de les adapter aux besoins des communautés ciblées.

**L'inclusion ne doit pas concerner uniquement les espaces politiques, mais aussi les espaces technologiques.** Celles-ci doivent elles aussi intégrer les points de vue et les intérêts de diverses communautés telles que les femmes et les personnes handicapées. Par exemple, le secteur privé doit examiner l'inclusion du handicap à tous les niveaux des organisations, comprendre vraiment les défis et les besoins des personnes handicapées et les impliquer dans la conception de technologies et de produits numériques.

Des modèles de gouvernance de l'Internet plus inclusifs, participatifs et innovants sont nécessaires aux niveaux national et international. Une façon de susciter davantage d'engagement dans les processus de gouvernance de l'Internet consiste à mieux les connecter aux réalités sur le terrain. Les citoyens et autres parties prenantes sont plus susceptibles de s'impliquer s'ils comprennent comment les problèmes de gouvernance de l'Internet les affectent directement.

Les parties prenantes devraient créer plus d'opportunités pour une participation efficace, durable et significative des jeunes, des femmes, des personnes de divers sexes et d'autres groupes sous-représentés dans les espaces de gouvernance de l'Internet (y compris ceux de prise de décision). S'assurer que ces espaces sont sûrs et sécurisés, éviter le symbolisme, briser les silos et allouer plus de ressources (y compris financières) aux programmes de renforcement des capacités sont des éléments essentiels.